

ILO Global Summit on Covid-19 and the world of work- Building a better future of work (Africa Regional Event)

2 July 2020

Opening remarks by Mr. El Mahfoudh Megateli, Secretary General of the General Confederation of Enterprises of Algeria (CGEA) and IOE Vice-President for Africa

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Ministres
Monsieur le Directeur Général du Bureau International du Travail,
Mesdames et Messieurs les Délégués,
Collègues employeurs
Mesdames et Messieurs,

Ce forum virtuel qui nous réunit aujourd'hui est le plus important rassemblement virtuel de travailleurs, d'employeurs et de gouvernements.

Il y a maintenant un an (juin 2019), la Conférence Internationale du Travail adoptait la Déclaration du Centenaire sur l'avenir du travail, qui prévoit la mise en œuvre d'un programme centré sur l'humain pour un avenir du travail décent, offrant une garantie universelle pour les travailleurs, une protection sociale et un droit à l'apprentissage.

En décembre de la même année la 14^{ème} réunion régionale africaine adoptait la Déclaration d'Abidjan, dans le document final les quatre points suivants qui sont important pour les employeurs :

- Promouvoir des actions pour créer un environnement favorable aux entreprises durables.
- Améliorer la croissance de la productivité qui soutient le rôle du secteur privé en tant que source principale de croissance.
- Élaborer, promouvoir et mettre en œuvre des programmes de développement des compétences,
- Promouvoir des mesures efficaces et complètes pour éliminer les obstacles politiques et réglementaires à la formalisation et améliorer la compétitivité et la durabilité des entreprises du secteur formel.

Ces deux instruments internationaux ont été adoptés dans un contexte caractérisé par un optimisme pour la croissance et le commerce et le développement économique de l'Afrique. Toutefois, ces deux instruments doivent être soutenus par une volonté politique forte plaçant l'humain au centre des politiques nationales de développement assurant aux jeunes les moyens d'un accès égal aux opportunités d'emploi dans leur pays, la promotion du bien-être de tous les individus sans discrimination, au moyen d'un dialogue social permanent entre les principaux acteurs au sein du monde du travail.

Mais la crise du Covid-19, partie de Chine en décembre 2019, et qui s'est propagée dans toutes les régions du monde, a mis sous tension les systèmes de santé et impacté très fortement les

économies de la plupart des pays du monde. Elle a remis en cause de façon brutale la dynamique de croissance et l'optimisme régnant au début de cette année en Afrique.

Cette crise sans précédent dans l'histoire moderne est loin d'être maîtrisée puisque le virus circule toujours avec ses impacts humains, économiques et sociaux dramatiques.

Elle est venue nous rappeler une chose : que nos pays, nos économies et nos sociétés doivent se préparer à faire face de façon fréquente à des chocs externes violents qui se transmettent de façon presque instantanée entre les pays et les régions. Ici en Afrique, même si les indicateurs sanitaires (nombre de personnes infectés, nombre de personnes décédées du Covid-19, nombre de personnes hospitalisées, etc.) sont moins dramatiques que dans d'autres régions du monde, les mesures de confinement et de fermeture des frontières prises par les autorités publiques pour contenir le virus ont impacté très fortement nos économies, nos entreprises et nos travailleurs. Dans mon pays l'Algérie : les conséquences économiques et sociales observées sont très importantes aussi.

Les mesures préventives prises de façon urgente (confinement de la population, fermeture des frontières, etc.) dès le mois de mars ont mis l'économie à l'arrêt.

Des secteurs comme le transport, hôtels restaurants, bâtiments-travaux publics, tourisme, etc... ont été paralysés et pour certains ils le sont encore jusqu'à aujourd'hui.

Malgré la levée partielle des mesures de confinement décidée par les autorités publiques il y a quelques semaines, l'impact économique sur le secteur privé va se faire sentir pendant très longtemps encore.

Les chiffres sur l'activité économique et commerciale qui me remontent de la part de nos adhérentes sont très inquiétants, malgré les mesures d'urgence que le nouveau gouvernement a mis en place (gel des paiements des cotisations, annulations des pénalités, etc.) Nous redoutons des faillites en série à l'avenir avec un impact fort sur la démographie des entreprises et l'emploi et notamment l'emploi des jeunes. Nous redoutons aussi un accroissement de l'économie informelle.

En Algérie, à la crise du Covid-19, est venue d'ajouter celle de la chute des prix des hydrocarbures qui a aussi impacté fortement l'économie du pays. Pour faire face à cette situation, le nouveau gouvernement a mis en place quelques mesures d'austérité, qui ont eu un impact supplémentaire sur l'activité du secteur privé.

Devant une telle situation nous les employeurs du secteur privé sommes déterminés à continuer à travailler main dans la main avec ce nouveau gouvernement (arrivé aux affaires il y a seulement quelques mois suite à la chute de l'ancien régime) et les représentants des travailleurs, dans le cadre d'un dialogue social effectif, pour faire réussir la politique de lutte contre l'expansion de la pandémie et relancer l'activité économique et la création d'emplois. La relance de l'économie appelle des mesures fortes et bien ciblées consistant à aider les entreprises à redémarrer leur activité, encourager l'investissement dans les secteurs d'avenir (comme les énergies renouvelables, l'agriculture, le tourisme, les industries de transformation), l'investissement dans le capital humain et le secteur de la santé et de l'éducation.

Pour encourager la formalisation des entreprises et des travailleurs informels doit être aussi une priorité, Il nous faut aller vers des croissances à fort potentiel d'emplois décents pour

réduire les taux de chômage élevés que connaissent nos pays, notamment chez les jeunes et les diplômés, chômage qui nourrit le phénomène des flux migratoires notamment clandestins, en direction des pays du nord, provoqués par l'absence de perspectives d'emploi dans les pays d'origine.

Je voudrais aussi mentionner le secteur de start-ups qui doit figurer en tête de nos priorités car c'est dans ce segment que se trouvent les gisements d'emploi de demain.

Pour ce faire mon organisation, la CGEA, vient de soumettre au Président de la République et au gouvernement un rapport important sur la situation actuelle de l'économie contenant des recommandations fortes sur les mesures qui devraient être prises pour relancer l'économie du pays sur des bases nouvelles et en réduire la dépendance par rapport au pétrole.

Je vous remercie.